

Communiqué de presse

Réaction de l'IRW-CGSP à la volonté du gouvernement MR-CDh de supprimer les provinces

Ce matin, la Ministre wallonne des pouvoirs locaux, Madame De Bue (MR) annonçait l'intention du gouvernement wallon de supprimer les provinces.

Depuis le changement de majorité wallonne en juin 2017, le nouveau gouvernement n'a eu de cesse de s'attaquer violemment à l'ensemble des services publics. L'institution provinciale n'a, à cet égard, pas été épargnée.

Ainsi, depuis l'arrivée au pouvoir en Wallonie du MR, les mesures prises auront un impact de plus de 60 millions sur les finances provinciales.

Aujourd'hui, ce gouvernement va un pas plus loin et annonce la discussion prochaine d'un décret visant à la suppression des provinces.

Cette nouvelle est tout sauf anodine. En effet l'institution provinciale en Wallonie c'est près de 17.000 agents au service de la population dans des domaines aussi variés que l'enseignement, l'intégration sociale, la culture, la santé, le sport, l'économie...

La CGSP s'inquiète depuis longtemps des dérives autoritaires, austéritaires et répressives du MR qui menacent, purement et simplement, la stabilité politique de notre pays.

La CGSP refuse que l'avenir de nos institutions et des services publics qu'elles organisent soient pris en otage à des fins idéologiques et électoralistes.

Les citoyens qui dépendent, chaque jour, des services provinciaux et les travailleurs qui les rendent méritent mieux que cela !

Puisqu'ils méprisent les pouvoirs locaux en général et les provinces en particulier, Ils n'ont pas à y siéger.

Faisons donc en sorte que ce dimanche 14 octobre, aucune de nos voix ne participe à élire un membre du MR ou du CDh dans ces institutions.

Patrick Lebrun

Secrétaire Général de l'IRW-CGSP

0474/58.00.02